Dares
Indicateurs
OCTOBRE 2012 • N° 072
publication de la direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques

LES MOUVEMENTS DE MAIN-D'ŒUVRE AU 2E TRIMESTRE 2012 :

recul des entrées et des sorties

Au 2e trimestre 2012, le taux de rotation de la main-d'œuvre, moyenne des taux d'entrée et de sortie, diminue de 0,2 point dans les établissements de 10 salariés ou plus. Il se situe à 12,3 %, soit 0,1 point de plus qu'au 2e trimestre de l'année précédente.

Le taux d'entrée des établissements de 10 salariés ou plus décroît de 0,2 point pour s'établir à 12,4 %, sous l'effet d'une baisse conjointe du taux d'entrée en CDD (-0,1 point) et du taux d'entrée en CDI (-0,1 point). Il se retrouve au même niveau qu'un an auparavant.

La part des CDD dans les embauches continue de croître (+0,5 point). Elle atteint 81,0 %, le plus haut niveau de ces dix dernières années.

Le taux de sortie des établissements de 10 salariés ou plus se replie de 0,3 point à 12,1 %. Cette baisse est due à la décrue des sorties pour fin de CDD (-0,1 point), des sorties pour démission (-0,1 point) et des sorties pour départ à la retraite (-0,1 point).

Au 2e trimestre 2012, le taux de rotation, moyenne des taux d'entrée et de sortie, baisse de 0,2 point dans les établissements de 10 salariés ou plus. Il s'établit à 12,3 %, soit un niveau supérieur de 0,1 point par rapport au 2e trimestre 2011 (tableau 1 et graphique 1). Le taux d'entrée et le taux de sortie diminuent respectivement de 0,2 point et de 0,3 point.

La baisse du taux de rotation au 2e trimestre 2012 est plus marquée dans les établissements de 10 à 49 salariés (-0,5 point à 11,8 %) que dans ceux de 50 salariés ou plus (-0,1 point à 12,6 %). Dans tous les secteurs d'activité, le taux de rotation se contracte : -0,3 point dans le tertiaire et la construction ; -0,2 point dans l'industrie. À un niveau de détail plus fin, la baisse la plus significative a lieu dans les établissements de 10 à 49 salariés du tertiaire (-0,6 point).

AVERTISSEMENT

Les données relatives aux mouvements de main-d'œuvre de l'année 2011 et du 1er trimestre 2012 ont été révisées. Suite à un incident technique, les données publiées jusqu'à présent n'intégraient que partiellement les corrections apportées à certaines données déclarées par les établissements. Ces corrections, effectuées manuellement par des gestionnaires avec le concours des déclarants, visent à compléter des données manquantes ou à lever des incohérences entre deux questionnaires successifs. Ces corrections sont dorénavant pleinement prises en compte dans cette publication.

Par rapport aux précédentes publications trimestrielles sur les mouvements de main-d'œuvre, les modifications apportées ont principalement pour conséquence une révision à la baisse des taux d'entrée en CDD et taux de sortie pour fin de CDD et, par voie de conséquence, des flux de main-d'œuvre sur l'année 2011.

DARES

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DU DIALOGUE SOCIAL

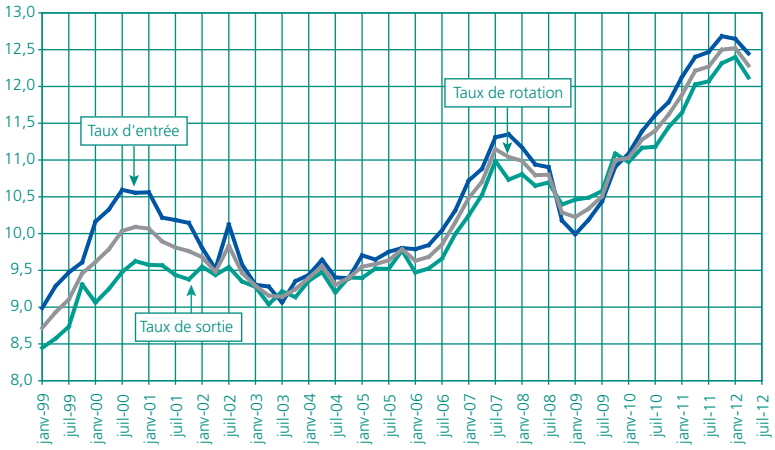
Moins de recrutements en CDD et CDI

Au 2e trimestre 2012, le taux d'entrée des établissements de 10 salariés ou plus poursuit sa baisse : -0,2 point, après -0,1 point au 1er trimestre 2012. Il s'établit à 12,4 %, soit un niveau équivalent à celui observé un an auparavant. La baisse du taux d'entrée est plus importante pour les établissements de 10 à 49 salariés (-0,4 point, contre -0,1 point dans ceux de 50 salariés ou plus). Le taux d'entrée s'établit à 12,0 % pour les établissements de 10 à 49 salariés et à 12,7 % pour les établissements de 50 salariés ou plus. Par rapport au 2e trimestre de l'an passé, le taux d'entrée des établissements de 10 à 49 salariés diminue de 0,2 point tandis que celui des établissements de 50 salariés ou plus augmente de 0,2 point. Le taux d'entrée diminue dans tous les secteurs d'activité : -0,3 point dans le tertiaire, -0,2 point dans l'industrie et la construction. Sur un an, les baisses les plus importantes s'observent dans l'industrie et la construction (-0,5 point, contre +0,2 point dans le tertiaire) et surtout dans les établissements de 10 à 49 salariés (-0,8 point dans l'industrie et -0,6 point dans la construction).

Après avoir augmenté de manière quasi continue depuis le 4e trimestre 2008, le taux d'entrée en CDD s'infléchit légèrement au 2e trimestre 2012 (-0,1 point) et s'établit à 10,1 % (graphique 2). Depuis le 4e trimestre 2008, le taux d'entrée en CDD progresse de 2,6 points, atteignant un niveau très supérieur à celui observé dans la première moitié des années 2000. Au 2e trimestre 2012, le taux d'entrée en CDD décroît de 0,3 point pour les établissements de 10 à 49 salariés et reste stable pour ceux de 50 salariés ou plus. Dans tous les secteurs d'activité, le taux d'entrée en CDD fléchit de 0,1 point. Dans l'industrie et la construction, le taux d'entrée en CDD est inférieur aux niveaux atteints les quatre trimestres précédents.

Le taux d'entrée en CDI des établissements de 10 salariés ou plus recule de 0,1 point pour le troisième trimestre consécutif. Il se situe à 2,4 % et se rapproche des niveaux de 2009, les plus bas observés sur la décennie. Le taux de recrutement en CDI est en recul dans les établissements de 10 à 49 salariés (-0,2 point) et reste stable dans ceux de 50 salariés ou plus. Néanmoins, les recrutements en CDI restent plus fréquents dans les établissements de 10 à 49 salariés (2,7 %) que dans ceux de 50 salariés ou plus (2,2 %). Le taux d'entrée en CDI se replie de 0,1 point dans le tertiaire et la construction et reste stable dans l'industrie. Sur un an, la baisse la plus significative se situe dans les établissements de 10 à

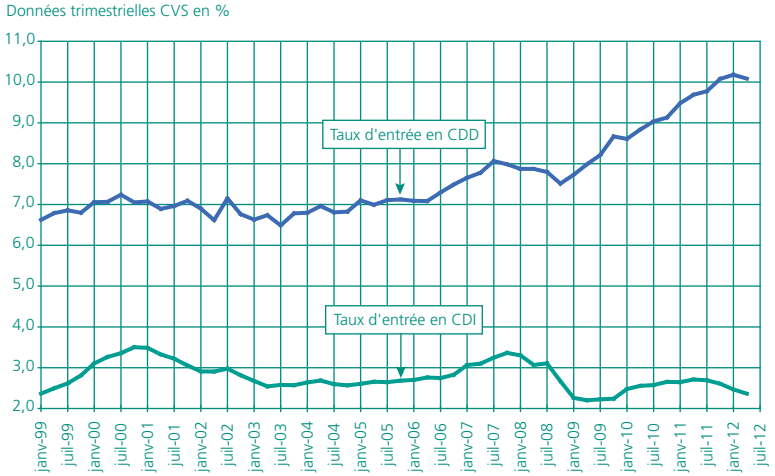
Graphique 1 • **Mouvements de main-d'œuvre dans les établissements de 10 salariés ou plus**



Source : Dares, DMMO-EMMO.

Champ : établissements du secteur concurrentiel (hors agricole) de 10 salariés ou plus ; France métropolitaine.

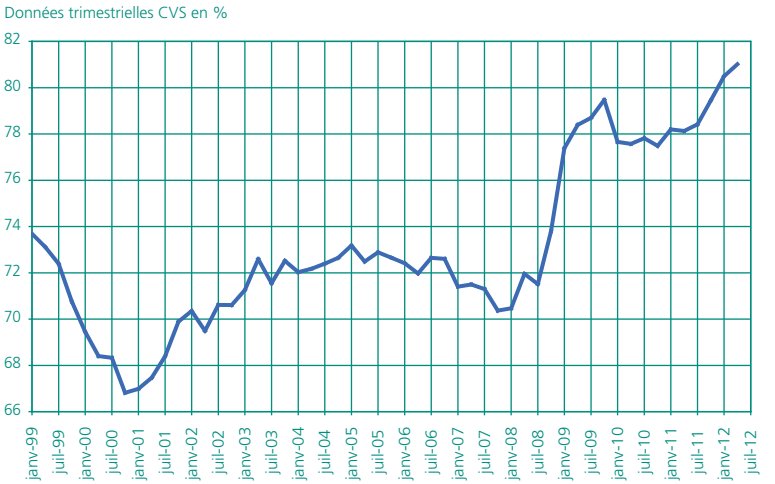
Graphique 2 • **Taux d'entrée en CDD et CDI**



Source : Dares, DMMO-EMMO.

Champ : établissements du secteur concurrentiel (hors agricole) de 10 salariés ou plus ; France métropolitaine.

Graphique 3 • **Part des CDD dans les embauches**



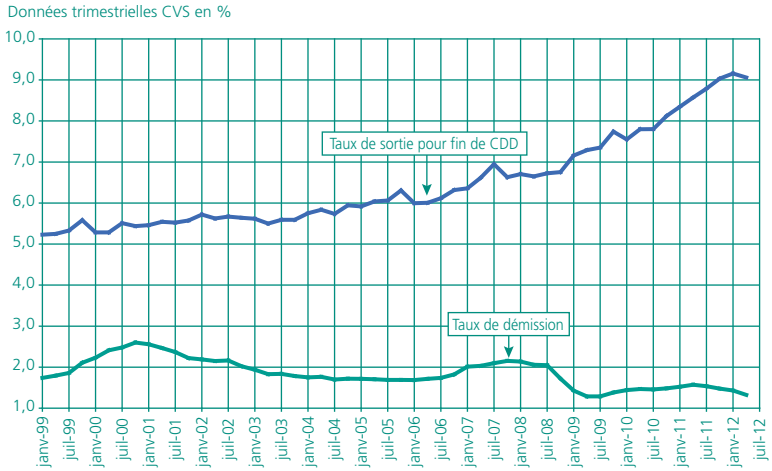
Source : Dares, DMMO-EMMO.

Champ : établissements du secteur concurrentiel (hors agricole) de 10 salariés ou plus ; France métropolitaine.

49 salariés de l'industrie : le taux d'entrée en CDI y est de 1,7 %, soit -0,6 point par rapport au 2e trimestre 2011.

La part des CDD dans les embauches continue de s'accroître pour s'établir à 81,0 % (graphique 3). Elle augmente de 0,5 point, soit une hausse de 2,9 points en un an. C'est le plus haut niveau atteint depuis le début de la série en 1999. La part des CDD dans les embauches progresse dans les établissements de 10 à 49 salariés (+0,7 point) comme dans ceux de 50 salariés ou plus (+0,3 point). Cette tendance à la hausse s'observe cependant uniquement dans le tertiaire (+0,6 point). En revanche, la part des CDD dans les embauches recule pour la première fois en quatre trimestres dans l'industrie (-0,7 point) et dans la construction (-1,3 point).

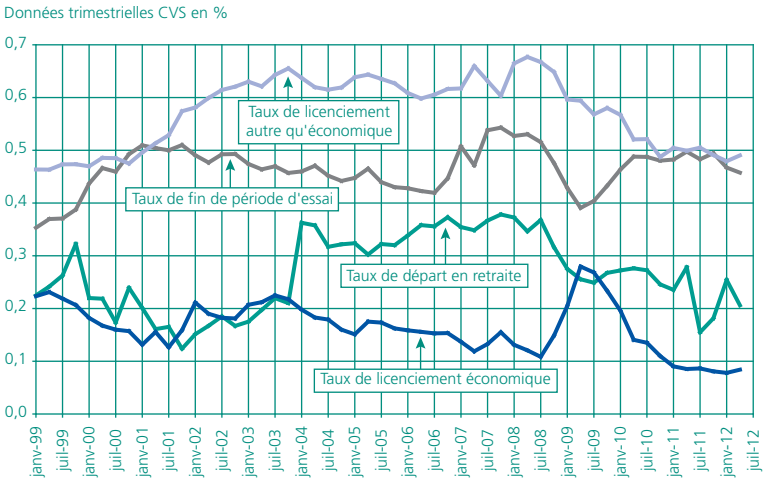
Graphique 4 • **Taux de sortie pour fin de CDD et pour démission**



Source : Dares, DMMO-EMMO.

Champ : établissements du secteur concurrentiel (hors agricole) de 10 salariés ou plus ; France métropolitaine.

Graphique 5 • **Taux de sortie pour licenciement économique et autre qu'économique, fin de période d'essai et départ en retraite**



Source : Dares, DMMO-EMMO.

Champ : établissements du secteur concurrentiel (hors agricole) de 10 salariés ou plus ; France métropolitaine.

Recul des fins de CDD, des démissions et des départs à la retraite

Au 2e trimestre 2012, le taux de sortie des établissements de 10 salariés ou plus se réduit de 0,3 point après deux années de hausse. Il se situe à 12,1 %, un niveau supérieur de 0,1 point à celui du 2e trimestre 2011. La baisse du taux de sortie s'explique par la décrue des sorties pour fin de CDD (-0,1 point), des sorties pour démission (-0,1 point) et des sorties pour départ à la retraite (-0,1 point). Le taux de sortie baisse de 0,6 point dans les établissements de 10 à 49 salariés et de 0,1 point dans ceux de 50 salariés ou plus. Dans tous les secteurs d'activité, le taux de sortie diminue : -0,4 point dans la construction, -0,3 point dans le tertiaire et -0,1 point dans l'industrie.

Le taux de fin de CDD s'établit à 9,1 %, soit 0,1 point de moins que son plus haut niveau de la décennie observé au trimestre précédent (graphique 4). Depuis le 2e trimestre 2008, le taux de sortie pour fin de CDD a progressé de 2,2 points. Au 2e trimestre 2012, le taux de sortie pour fin de CDD recule dans les établissements de 10 à 49 salariés (-0,3 point) tandis qu'il augmente dans ceux de 50 salariés ou plus (+0,1 point). Sur un an, l'évolution est orientée à la hausse : +0,4 point pour ceux de 10 à 49 salariés et +0,6 point pour les établissements de 50 salariés ou plus.

Le taux de démission recule de 0,1 point à 1,3 %. En un an, il baisse de 0,3 point et se rapproche des niveaux de mi-2009, les plus bas observés au cours de la décennie. Le taux de démission diminue tant dans les établissements de 10 à 49 salariés (-0,2 point) que dans ceux de 50 salariés ou plus (-0,1 point). Sur un an, les baisses les plus importantes sont dans les établissements de 10 à 49 salariés (-0,4 point, contre -0,2 point pour ceux de 50 salariés ou plus). Dans tous les secteurs d'activité, la tendance est à la baisse : -0,3 point dans la construction et -0,1 point dans l'industrie et le tertiaire.

Le taux de licenciement autre qu'économique, le taux de fin de période d'essai et le taux de licenciement économique sont globalement stables sur les quatre derniers trimestres, à respectivement 0,5 %, 0,5 % et 0,1 % (graphique 5). Par rapport à ces dix dernières années, le taux de licenciement autre qu'économique et le taux de licenciement économique se situent à des niveaux historiquement bas, ce qui est en partie lié à la mise en œuvre des ruptures conventionnelles depuis 2008 (encadré 1).

Le taux de départ à la retraite se réduit de 0,1 point et s'établit à 0,2 %. Les sorties pour départ à la retraite diminuent dans les établissements de 50 salariés ou plus (-0,1 point). Elles restent stables dans les établissements de 10 à 49 salariés.

Xavier Paraire (Dares).

Tableau 1 • **Mouvements d'entrée selon la nature du contrat et mouvements de sortie selon les principaux motifs dans les établissements d'au moins 10 salariés**

Données CVS en %

	Établissements de 10 à 49 salariés					Établissements de 50 salariés ou plus					Établissements de 10 salariés ou plus				
	2011			2012		2011			2012		2011			2012	
	T2	T3	T4	T1	T2	T2	T3	T4	T1	T2	T2	T3	T4	T1	T2
Taux de rotation															
Ensemble	**11,9**	**12,0**	**12,1**	**12,3**	**11,8**	**12,4**	**12,4**	**12,8**	**12,7**	**12,6**	**12,2**	**12,3**	**12,5**	**12,5**	**12,3**
Industrie	5,6	5,6	5,3	5,4	5,1	3,6	3,5	3,5	3,5	3,4	4,1	4,0	4,0	4,0	3,8
Construction	5,1	4,9	4,9	4,9	4,6	3,6	3,3	3,6	3,4	3,2	4,5	4,3	4,4	4,3	4,0
Tertiaire	14,5	14,6	14,8	15,1	14,5	16,6	16,6	17,1	17,1	17,0	15,7	15,8	16,2	16,3	16,0
Taux d'entrée (*)															
Ensemble	**12,2**	**12,2**	**12,3**	**12,4**	**12,0**	**12,5**	**12,7**	**12,9**	**12,8**	**12,7**	**12,4**	**12,5**	**12,7**	**12,6**	**12,4**
Industrie	5,9	5,8	5,5	5,5	5,1	3,7	3,7	3,6	3,5	3,3	4,3	4,3	4,1	4,0	3,8
Construction	5,3	5,0	5,0	4,9	4,7	3,7	3,5	3,7	3,5	3,2	4,6	4,4	4,5	4,3	4,1
Tertiaire	14,7	14,7	15,0	15,3	14,8	16,8	16,9	17,3	17,2	17,2	16,0	16,0	16,4	16,5	16,2
Taux d'entrée en CDD															
Ensemble	**9,0**	**9,0**	**9,3**	**9,6**	**9,3**	**10,1**	**10,2**	**10,6**	**10,6**	**10,6**	**9,7**	**9,8**	**10,1**	**10,2**	**10,1**
Industrie	3,7	3,6	3,5	3,6	3,4	2,4	2,4	2,4	2,3	2,2	2,7	2,7	2,7	2,6	2,5
Construction	3,0	2,9	3,1	3,0	2,8	1,4	1,3	1,5	1,4	1,2	2,4	2,3	2,5	2,3	2,2
Tertiaire	11,2	11,2	11,6	12,0	11,7	13,9	14,0	14,5	14,6	14,6	12,8	12,9	13,3	13,6	13,5
Taux d'entrée en CDI															
Ensemble	**3,2**	**3,1**	**3,0**	**2,9**	**2,7**	**2,4**	**2,4**	**2,4**	**2,2**	**2,2**	**2,7**	**2,7**	**2,6**	**2,5**	**2,4**
Industrie	2,3	2,2	2,0	1,9	1,7	1,3	1,3	1,3	1,2	1,2	1,5	1,5	1,4	1,3	1,3
Construction	2,3	2,1	1,9	1,9	1,9	2,2	2,1	2,3	2,1	2,0	2,3	2,1	2,1	2,0	1,9
Tertiaire	3,5	3,5	3,4	3,3	3,1	2,9	2,9	2,8	2,6	2,6	3,1	3,1	3,0	2,9	2,8
Part des CDD dans les embauches															
Ensemble	**73,9**	**74,4**	**75,9**	**76,8**	**77,5**	**80,6**	**80,8**	**81,6**	**82,7**	**83,0**	**78,1**	**78,4**	**79,5**	**80,5**	**81,0**
Industrie	62,0	62,5	64,3	66,0	66,4	64,9	64,9	65,0	66,2	64,9	63,8	64,1	64,8	66,1	65,4
Construction	56,1	58,3	61,5	61,2	59,3	38,7	38,2	39,0	38,9	38,4	50,7	52,3	54,4	54,0	52,7
Tertiaire	76,1	76,3	77,6	78,5	79,3	82,7	82,8	83,6	84,7	85,1	80,3	80,5	81,4	82,4	83,0
Taux de sortie (*)															
Ensemble	**11,7**	**11,8**	**11,9**	**12,2**	**11,6**	**12,2**	**12,2**	**12,6**	**12,5**	**12,4**	**12,0**	**12,1**	**12,3**	**12,4**	**12,1**
Industrie	5,4	5,3	5,2	5,4	5,0	3,5	3,3	3,4	3,5	3,4	4,0	3,8	3,8	4,0	3,9
Construction	4,9	4,9	4,8	4,9	4,4	3,5	3,1	3,4	3,3	3,1	4,4	4,2	4,3	4,3	3,9
Tertiaire	14,2	14,4	14,6	14,9	14,3	16,4	16,4	16,9	16,9	16,7	15,5	15,6	16,0	16,1	15,8
Taux de fin de CDD															
Ensemble	**7,7**	**7,9**	**8,1**	**8,4**	**8,1**	**9,1**	**9,3**	**9,6**	**9,6**	**9,7**	**8,6**	**8,8**	**9,0**	**9,2**	**9,1**
Industrie	2,4	2,6	2,4	2,7	2,6	1,8	1,7	1,8	1,9	1,9	2,0	1,9	2,0	2,1	2,0
Construction	1,8	1,7	1,9	1,9	1,8	0,9	0,6	0,9	0,9	0,9	1,4	1,3	1,5	1,5	1,4
Tertiaire	9,8	10,2	10,4	10,7	10,3	12,7	12,9	13,3	13,4	13,4	11,6	11,8	12,2	12,4	12,2
Taux de démission															
Ensemble	**2,0**	**2,0**	**1,8**	**1,8**	**1,6**	**1,3**	**1,3**	**1,3**	**1,2**	**1,1**	**1,6**	**1,5**	**1,5**	**1,4**	**1,3**
Industrie	1,3	1,2	1,2	1,2	0,9	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5	0,7	0,7	0,7	0,7	0,6
Construction	1,5	1,4	1,2	1,5	1,1	1,1	1,1	1,0	1,0	0,9	1,4	1,3	1,1	1,3	1,0
Tertiaire	2,2	2,2	2,1	2,0	1,9	1,6	1,6	1,6	1,5	1,4	1,9	1,8	1,8	1,7	1,6
Taux de licenciement économique															
Ensemble	**0,1**	**0,1**	**0,1**	**0,1**	**0,1**	**0,1**	**0,1**	**0,1**	**0,1**	**0,1**	**0,1**	**0,1**	**0,1**	**0,1**	**0,1**
Industrie	0,2	0,1	0,2	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Construction	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Tertiaire	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Taux de licenciement autre qu'économique															
Ensemble	**0,5**	**0,5**	**0,5**	**0,5**	**0,5**	**0,5**	**0,5**	**0,5**	**0,5**	**0,5**	**0,5**	**0,5**	**0,5**	**0,5**	**0,5**
Industrie	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Construction	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Tertiaire	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,5	0,6
Taux de fin de période d'essai															
Ensemble	**0,6**	**0,6**	**0,6**	**0,5**	**0,6**	**0,4**	**0,4**	**0,4**	**0,4**	**0,4**	**0,5**	**0,5**	**0,5**	**0,5**	**0,5**
Industrie	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,1	0,2
Construction	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2	0,2
Tertiaire	0,7	0,7	0,7	0,6	0,7	0,6	0,6	0,6	0,6	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
Taux de départ en retraite															
Ensemble	**0,2**	**0,1**	**0,1**	**0,2**	**0,2**	**0,3**	**0,2**	**0,2**	**0,3**	**0,2**	**0,3**	**0,2**	**0,2**	**0,3**	**0,2**
Industrie	0,3	0,2	0,2	0,3	0,2	0,3	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,3	0,3
Construction	0,3	0,1	0,1	0,2	0,2	0,3	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,2	0,1	0,2	0,2
Tertiaire	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2	0,3	0,2	0,2	0,3	0,2	0,3	0,1	0,2	0,2	0,2

Source : Dares, DMMO-EMMO.

* Les ruptures conventionnelles et les autres cas de sortie (accident, décès…) complètent le détail présenté des entrées et des sorties.
Les entrées et sorties sont hors transferts entre établissements d'une même entreprise.
Champ : établissements de 10 salariés ou plus du secteur concurrentiel (hors agricole) ; France métropolitaine.

Encadré 1

LES RUPTURES CONVENTIONNELLES AU 1ER SEMESTRE 2012

La loi de modernisation du marché du travail du 25 juin 2008 a instauré un nouveau mode de rupture amiable du contrat de travail à durée indéterminée, la rupture conventionnelle, qui ouvre droit, pour le salarié, aux allocations chômage au même titre qu'un licenciement. Les services du ministère en charge du travail ont homologué 150 000 ruptures conventionnelles au cours du 1er semestre 2012 (remontées rapides, données brutes), contre 136 000 au 1er semestre 2011.

Un dispositif toujours utilisé majoritairement dans les petits établissements

Les ruptures conventionnelles sont davantage mobilisées par les établissements de moins de 50 salariés. Entre le 1er semestre 2009 et le 1er semestre 2012, ces établissements ont signé les trois-quarts des ruptures conventionnelles (tableau A) alors qu'ils emploient 40 % des salariés du secteur privé et semi-public *(1)* et représentent 62 % des sorties dues à une démission, un licenciement (économique ou autre) ou une rupture conventionnelle *(2)*. Rapportées au nombre de salariés présents en début de semestre, les ruptures conventionnelles sont nettement plus fréquentes dans les établissements de 1 à 9 salariés : au 1er semestre 2012, le taux de rupture conventionnelle s'y élève à 10,8 ‰, contre 7,6 ‰ dans ceux de 10 à 49 salariés et 3,4 ‰ dans ceux de 50 salariés ou plus.

Pour 1 000 salariés présents en début de semestre en France métropolitaine, 6,6 ruptures conventionnelles ont été homologuées au 1er semestre 2012, contre 6,3 au 1er semestre 2011. Ce taux était plus élevé au 2nd semestre 2011 (6,9), mais cela peut être dû à des facteurs saisonniers. Entre le 1er semestre 2011 et le 1er semestre 2012, le taux de rupture conventionnelle baisse de 0,9 point dans les établissements de 1 à 9 salariés. En revanche, il augmente de 0,8 point dans ceux de 10 à 49 salariés et reste stable dans ceux de 50 salariés ou plus.

(1) Insee, DADS 2009, échantillon 1/12e, calculs Dares.

(2) Les démissions et licenciements de CDD ne sont pas distingués de ceux concernant des CDI.

Tableau A • **Les ruptures conventionnelles par secteur et taille d'établissement**

Données brutes en %

Semestre	Secteur d'activité	Ventilation des ruptures conventionnelles (en %) (*)				Taux de rupture conventionnelle (pour 1 000 salariés)				Part des ruptures conventionnelles dans les sorties (**)			
		1 à 9 salariés	10 à 49 salariés	50 salariés ou plus	Total	1 à 9 salariés	10 à 49 salariés	50 salariés ou plus	Total	1 à 9 salariés	10 à 49 salariés	50 salariés ou plus	Total
1er semestre 2009	Industrie	4	6	8	**18**	7,0	4,5	2,0	**3,0**	11,5	8,6	8,6	**9,1**
	Construction	5	4	1	**10**	6,8	4,0	1,9	**4,3**	9,9	8,2	5,6	**8,5**
	Commerce	11	9	4	**24**	7,0	5,8	2,2	**4,9**	12,6	10,6	4,8	**9,4**
	Autre tertiaire	22	15	11	**48**	7,4	4,1	1,5	**3,4**	10,3	6,3	3,4	**6,2**
	Total	**42**	**33**	**25**	**100**	**7,2**	**4,5**	**1,8**	**3,7**	**10,9**	**7,7**	**4,6**	**7,4**
2nd semestre 2009	Industrie	5	4	7	**15**	8,9	5,4	2,5	**3,7**	13,5	11,5	9,2	**10,7**
	Construction	4	3	1	**9**	7,8	5,1	2,9	**5,4**	10,7	9,3	8,6	**9,8**
	Commerce	11	9	4	**23**	9,8	7,9	3,2	**6,8**	16,3	12,8	5,9	**11,7**
	Autre tertiaire	21	18	14	**53**	9,6	6,5	2,8	**5,2**	12,2	9,1	5,6	**8,5**
	Total	**39**	**34**	**27**	**100**	**9,4**	**6,5**	**2,7**	**5,2**	**13,0**	**10,1**	**6,4**	**9,5**
1er semestre 2010	Industrie	3	5	6	**14**	6,8	6,5	2,6	**3,9**	14,1	11,1	11,4	**12,2**
	Construction	8	4	2	**14**	14,4	6,2	3,7	**8,3**	16,6	12,6	10,8	**14,4**
	Commerce	9	9	3	**21**	8,6	9,2	3,2	**7,0**	13,9	15,1	7,0	**12,4**
	Autre tertiaire	22	16	13	**51**	11,1	6,7	2,7	**5,6**	15,8	10,0	6,3	**10,1**
	Total	**42**	**34**	**24**	**100**	**10,4**	**7,1**	**2,8**	**5,8**	**15,1**	**11,8**	**7,5**	**11,3**
2nd semestre 2010	Industrie	4	5	6	**15**	11,4	6,7	2,6	**4,4**	15,4	13,9	12,3	**14,3**
	Construction	4	4	2	**10**	9,1	6,5	3,9	**6,6**	13,1	13,0	10,2	**12,5**
	Commerce	9	7	4	**20**	9,4	7,6	3,5	**6,7**	15,6	12,3	6,6	**11,6**
	Autre tertiaire	23	20	13	**55**	12,0	7,8	3,0	**6,3**	16,7	10,5	6,4	**10,4**
	Total	**40**	**35**	**25**	**100**	**10,9**	**7,5**	**3,0**	**6,0**	**16,2**	**11,5**	**7,4**	**11,3**
1er semestre 2011	Industrie	3	5	6	**14**	7,8	6,4	2,9	**4,3**	14,6	14,7	13,4	**14,1**
	Construction	6	3	2	**11**	11,3	6,0	4,2	**7,4**	14,7	11,8	10,3	**12,9**
	Commerce	13	8	4	**25**	13,2	8,3	4,3	**8,6**	22,9	14,0	8,5	**15,3**
	Autre tertiaire	22	15	13	**50**	11,8	6,4	3,3	**6,1**	17,8	10,1	6,9	**10,8**
	Total	**44**	**31**	**25**	**100**	**11,7**	**6,8**	**3,4**	**6,3**	**18,2**	**11,6**	**8,3**	**12,3**
2nd semestre 2011	Industrie	3	4	6	**13**	10,5	7,0	3,0	**4,7**	17,4	14,9	12,6	**14,3**
	Construction	6	4	1	**11**	13,9	6,8	4,5	**8,6**	18,3	13,7	11,3	**15,3**
	Commerce	9	9	4	**22**	10,9	9,9	4,3	**8,3**	17,9	16,1	7,7	**14,0**
	Autre tertiaire	23	17	14	**54**	13,2	7,8	3,6	**6,9**	20,1	10,6	6,9	**11,3**
	Total	**41**	**34**	**25**	**100**	**12,5**	**8,0**	**3,5**	**6,9**	**19,0**	**12,5**	**8,1**	**12,6**
1er semestre 2012	Industrie	3	4	6	**13**	9,5	5,5	2,8	**4,2**	18,4	14,3	13,9	**14,9**
	Construction	4	4	2	**10**	9,1	7,5	3,8	**7,0**	15,3	15,8	10,6	**14,6**
	Commerce	10	8	4	**22**	11,0	8,6	4,3	**7,9**	18,9	16,8	9,1	**15,2**
	Autre tertiaire	21	19	15	**55**	11,3	7,9	3,5	**6,5**	18,9	12,8	8,0	**12,4**
	Total	**39**	**35**	**26**	**100**	**10,8**	**7,6**	**3,4**	**6,6**	**18,4**	**14,0**	**9,2**	**13,4**

* L'agriculture, environ 1 % des ruptures recensées, est absent de cette ventilation.

** Les sorties prises en compte au dénominateur sont : les démissions, les licenciements (économiques ou autres) et les ruptures conventionnelles.

Taux de rupture conventionnelle : rapport entre le nombre de ruptures conventionnelles homologuées sur une période et le nombre de salariés en début de période. Par exemple, au 1er semestre 2009, pour 1 000 salariés présents en début de semestre 3,7 ruptures conventionnelles ont été homologuées.

Part des ruptures conventionnelles : rapport entre le nombre de ruptures conventionnelles homologuées sur la période et le nombre de sorties sur la période dues à un licenciement, une démission ou une rupture conventionnelle. Par exemple, au 1er semestre 2009, sur 100 sorties suite à une rupture conventionnelle, un licenciement ou une démission, 7,4 sont des ruptures conventionnelles.

Champ : établissements de 1 salarié ou plus, secteur concurrentiel hors agriculture ; France métropolitaine.

Source : Dares, DMMO-EMMO.

Les ruptures conventionnelles sont exclusivement réservées aux contrats à durée indéterminée (CDI). De ce fait, il convient de les mettre en regard des autres motifs de sortie de CDI, à savoir les licenciements et les démissions. Les ruptures conventionnelles représentent 13,4 % des sorties dues à une démission, un licenciement ou à une rupture conventionnelle au 1er semestre 2012, après 12,3 % au 1er semestre 2011. C'est un mode de sortie plus couramment utilisé par les établissements de 1 à 9 salariés : la part des ruptures conventionnelles dans ces sorties s'élève à 18,4 % dans les établissements de 1 à 9 salariés au 1er semestre 2012, contre 14,0 % dans ceux de 10 à 49 salariés et 9,2 % dans ceux de 50 salariés ou plus.

Tableau B • **Sorties selon le motif et l'âge**

Données brutes en %

Semestre	Motif de sortie	Répartition par âge selon le motif de sortie					Part des motifs de sortie par tranche d'âge				
		Moins de 30 ans	30 à 49 ans	50 à 54 ans	55 ans ou plus	Total	Moins de 30 ans	30 à 49 ans	50 à 54 ans	55 ans ou plus	Total
1er semestre 2009	Démission	49	43	5	4	**100**	70	52	42	28	**56**
	Licenciement économique	21	54	11	15	**100**	6	14	21	23	**12**
	Licenciement autre	31	49	8	12	**100**	19	25	29	37	**24**
	Rupture conventionnelle	30	52	6	13	**100**	5	8	7	12	**7**
	Total	**40**	**46**	**6**	**8**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**
2nd semestre 2009	Démission	52	40	4	4	**100**	72	53	41	30	**58**
	Licenciement économique	20	53	11	16	**100**	5	14	20	24	**11**
	Licenciement autre	33	47	8	12	**100**	16	22	27	31	**20**
	Rupture conventionnelle	30	50	8	13	**100**	7	11	12	16	**9**
	Total	**43**	**44**	**6**	**8**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**
1er semestre 2010	Démission	45	45	5	5	**100**	71	55	44	33	**59**
	Licenciement économique	15	56	11	18	**100**	4	11	16	20	**9**
	Licenciement autre	29	49	9	13	**100**	16	22	29	33	**21**
	Rupture conventionnelle	31	53	10	6	**100**	9	12	11	14	**11**
	Total	**38**	**48**	**6**	**8**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**
2nd semestre 2010	Démission	51	41	4	4	**100**	75	59	45	37	**64**
	Licenciement économique	20	53	11	15	**100**	3	7	13	14	**6**
	Licenciement autre	32	48	8	12	**100**	14	21	29	33	**19**
	Rupture conventionnelle	31	53	6	10	**100**	8	13	13	16	**11**
	Total	**43**	**44**	**6**	**7**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**
1er semestre 2011	Démission	46	45	5	4	**100**	75	59	48	35	**63**
	Licenciement économique	14	57	13	16	**100**	2	7	12	12	**5**
	Licenciement autre	29	49	9	13	**100**	14	20	29	36	**20**
	Rupture conventionnelle	28	56	6	10	**100**	9	14	11	17	**12**
	Total	**39**	**48**	**6**	**7**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**
2nd semestre 2011	Démission	50	42	4	4	**100**	75	60	46	37	**64**
	Licenciement économique	17	54	12	17	**100**	2	6	11	14	**5**
	Licenciement autre	32	48	8	12	**100**	14	19	27	32	**18**
	Rupture conventionnelle	31	52	7	9	**100**	9	15	16	17	**13**
	Total	**42**	**45**	**6**	**7**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**
1er semestre 2012	Démission	45	45	5	5	**100**	74	58	47	34	**61**
	Licenciement économique	15	52	12	21	**100**	2	6	10	14	**6**
	Licenciement autre	26	48	10	16	**100**	14	20	29	36	**20**
	Rupture conventionnelle	28	55	7	10	**100**	10	16	14	16	**13**
	Total	**37**	**48**	**6**	**9**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**

Lecture : au 1er semestre 2009, les salariés de moins de 30 ans représentent 49 % des démissions et la part des démissions parmi les sorties de salariés de moins de 30 ans pour démission, licenciement ou rupture conventionnelle est de 70 %.

Champ : établissements de 1 salarié ou plus, secteur concurrentiel hors agriculture. France métropolitaine.

Source : DMMO-EMMO, Dares.

1 rupture conventionnelle sur 6 concerne un senior

17 % des ruptures conventionnelles ont été signées par des salariés de 50 ans ou plus au 1er semestre 2012 (tableau B). Cette proportion est inférieure à la part qu'occupent les seniors dans les emplois en CDI (26 %) *(3)* mais légèrement supérieure à leur part dans les sorties pour démission, licenciement ou rupture conventionnelles : seules 15 % de ces sorties concernent un salarié de 50 ans ou plus, contre 48 % pour les 30-49 ans et 37 % pour les moins de 30 ans *(4)*.

La structure des motifs de sortie suite à une démission, un licenciement ou une rupture conventionnelle varie selon l'âge des salariés. Les jeunes démissionnent plus souvent : au 1er semestre 2012, 74 % des sortants de moins de 30 ans ont donné leur démission, contre 58 % des 30-49 ans, 47 % des 50-54 ans et 34 % des 55 ans ou plus. Les licenciements, tous motifs confondus, rapportés au nombre de sorties dues à une démission, un licenciement ou une rupture conventionnelle s'accroissent en revanche avec l'âge. Les ruptures conventionnelles sont le troisième motif de sortie à tout âge mais sont moins fréquentes chez les salariés les plus jeunes (10 % des sorties pour démission, licenciement ou rupture conventionnelle des moins de 30 ans au 1er semestre 2012 contre 14 % à 16 % pour les autres classes d'âge).

(3) Insee, enquête Emploi 2012, premier trimestre.

(4) Du fait de leur moindre mobilité, les seniors ont un poids moindre dans les flux de main-d'œuvre que dans les effectifs.

6,7 % des ruptures conventionnelles concernent des salariés de 58 ans ou plus au 1er semestre 2012, contre 9,3 % des licenciements pour motif autre qu'économique *(5)* (tableau C). La part de cette classe d'âge dans les ruptures conventionnelles est supérieure à celle observée dans les sorties pour licenciement autre qu'économique dans les établissements de 250 salariés ou plus mais est sensiblement inférieure dans les établissements de 1 à 49 salariés.

(5) Dans le cadre de la convention d'assurance chômage en vigueur depuis avril 2009, les demandeurs d'emploi de 50 ans ou plus peuvent être indemnisés pendant une période allant jusqu'à 36 mois, sous réserve d'avoir cotisé pendant une durée équivalente au cours de la période de référence de 36 mois précédant la fin de leur contrat de travail. S'ils ont suffisamment cotisé auparavant, les seniors quittant l'entreprise à 58 ans suite à une rupture conventionnelle peuvent donc être indemnisés jusqu'à leur départ à la retraite.

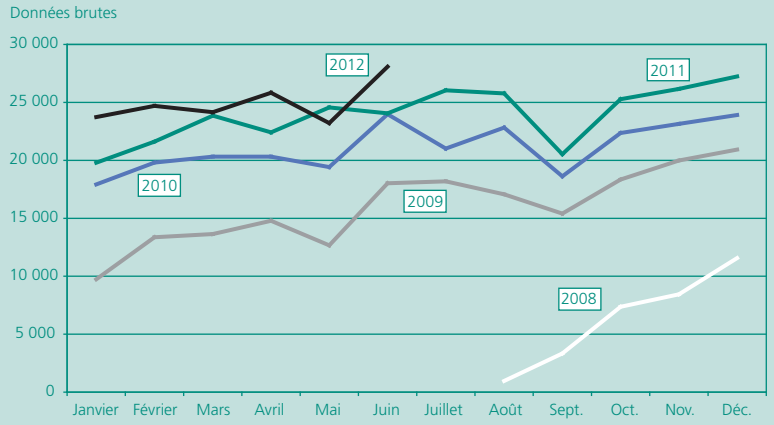
Tableau C • **Part des salariés de 58 ans ou plus selon la taille et le motif de sortie**

Données brutes en %

Semestre	Motif de sortie	Taille des établissements				
		1 à 9 salariés	10 à 49 salariés	50 à 249 salariés	250 salariés ou plus	Ensemble
1er semestre 2009	Démission	2,4	2,0	2,5	2,0	**2,2**
	Licenciement économique	7,9	5,1	7,7	16,8	**8,2**
	Licenciement autre	6,0	5,5	7,5	10,2	**7,0**
	Rupture conventionnelle	6,9	7,0	12,5	18,8	**8,5**
	Total	**4,3**	**3,6**	**5,0**	**6,8**	**4,8**
2nd semestre 2009	Démission	2,8	2,0	2,0	1,9	**2,2**
	Licenciement économique	5,1	5,0	9,1	21,1	**8,2**
	Licenciement autre	4,5	4,5	6,7	9,4	**6,5**
	Rupture conventionnelle	5,0	5,8	9,9	16,9	**7,3**
	Total	**3,7**	**3,2**	**4,5**	**7,1**	**4,5**
1er semestre 2010	Démission	2,7	2,4	3,5	2,4	**2,7**
	Licenciement économique	5,3	8,9	10,4	25,8	**10,1**
	Licenciement autre	4,5	6,6	8,2	10,9	**7,4**
	Rupture conventionnelle	4,2	4,9	10,4	16,8	**6,3**
	Total	**3,5**	**3,8**	**5,8**	**8,2**	**4,8**
2nd semestre 2010	Démission	3,8	2,1	2,3	1,8	**2,6**
	Licenciement économique	6,2	5,3	10,3	20,3	**8,4**
	Licenciement autre	4,1	5,7	6,5	8,5	**6,2**
	Rupture conventionnelle	3,7	4,4	7,4	11,4	**5,1**
	Total	**4,1**	**3,1**	**4,1**	**5,2**	**3,9**
1er semestre 2011	Démission	2,4	1,9	2,5	2,3	**2,2**
	Licenciement économique	6,4	8,1	11,6	23,3	**9,8**
	Licenciement autre	6,8	6,3	8,4	11,2	**8,0**
	Rupture conventionnelle	4,3	5,4	9,2	12,6	**6,1**
	Total	**3,6**	**3,4**	**5,0**	**6,5**	**4,2**
2nd semestre 2011	Démission	3,2	2,0	2,2	2,0	**2,3**
	Licenciement économique	8,2	9,4	11,9	21,6	**10,6**
	Licenciement autre	5,2	5,3	7,1	10,0	**6,8**
	Rupture conventionnelle	4,4	3,8	8,1	12,0	**5,4**
	Total	**4,1**	**3,1**	**4,2**	**5,5**	**4,0**
1er semestre 2012	Démission	3,6	2,6	2,7	3,0	**3,0**
	Licenciement économique	9,1	10,3	12,0	27,5	**11,1**
	Licenciement autre	7,5	7,7	9,5	12,0	**9,3**
	Rupture conventionnelle	5,0	4,8	9,4	15,2	**6,7**
	Total	**5,6**	**4,3**	**5,6**	**7,6**	**5,5**

Note de lecture : au 1er semestre 2009, 2,4 % des démissions des établissements de 1 à 9 salariés concernent des personnes de 58 ans ou plus.
Champ : établissements de 1 salarié ou plus, secteur concurrentiel hors agriculture. France métropolitaine.
Source : Dares, DMMO-EMMO.

Graphique A • **Évolution mensuelle du nombre de ruptures conventionnelles homologuées**



Source : Dares, DMMO-EMMO.

MÉTHODOLOGIE

Les données sur les mouvements de main-d'œuvre sont issues de deux sources statistiques distinctes.

• La **déclaration mensuelle des mouvements de main-d'œuvre (DMMO)** : chaque mois, les établissements de 50 salariés ou plus adressent à l'administration un relevé détaillé des contrats conclus ou résiliés durant le mois précédent.

• L'**enquête sur les mouvements de main-d'œuvre (EMMO)** : chaque trimestre, la Dares interroge les établissements de 1 à 49 salariés à l'aide d'un questionnaire comparable au formulaire déclaratif. Environ 50 000 établissements sont interrogés selon un sondage stratifié, par zone d'emploi, secteur d'activité et tranche de taille. Jusqu'en 2006, seuls les établissements de 10 à 49 salariés étaient interrogés. Depuis 2007, les établissements de 1 à 9 salariés sont également interrogés.

Le champ porte sur le secteur concurrentiel (industrie, construction et tertiaire) de France métropolitaine. Sont en particulier exclus les administrations publiques, les collectivités territoriales, les principaux établissements publics, les établissements relevant de la Défense nationale et les établissements de travail temporaire. Les résultats s'appuient sur la nomenclature d'activité des établissements en NAF rév. 2.

Le nombre d'intérimaires est renseigné par les établissements en fin de trimestre (les missions d'intérim ne sont pas prises en compte dans les mouvements de main-d'œuvre au cours du trimestre).

Toutes les données trimestrielles sont corrigées des variations saisonnières (CVS). Les CVS sont révisées chaque trimestre. La prise en compte de répondants retardataires et de corrections supplémentaires apportées à certaines déclarations peut également conduire à une révision des séries trimestrielles antérieures.

Le **taux de rotation (ou *turn-over*)** est la moyenne des taux d'entrée et de sortie. Depuis la publication du 1er semestre 2009, les taux d'entrée et de sortie sont calculés hors transferts entre établissements d'une même entreprise. Pour une période donnée, le **taux d'entrée** (**respectivement de sortie**) est le rapport entre le nombre total d'entrées (respectivement de sorties) de la période et l'effectif moyen sur la période. La différence entre le taux d'entrée et le taux de sortie ne reflète qu'approximativement l'évolution de l'emploi car la prise en compte de la démographie des entreprises est très délicate. Cette différence n'est pas commentée.

Les **entrées** comprennent les embauches en contrat à durée déterminée et en contrat à durée indéterminée. Les contrats à durée déterminée comprennent les contrats en alternance et les contrats aidés, à la différence d'autres sources comme l'enquête Emploi de l'Insee.

Les **sorties** comprennent les fins de contrat à durée déterminée, les démissions, les licenciements économiques et pour motif personnel, les départs à la retraite et à la préretraite, les fins de période d'essai, les ruptures conventionnelles et d'autres motifs de sortie (accident, décès, non déclaration,...).

$$\text{Taux d'entrée} = \frac{\text{Nombre total d'entrées d'une période}}{\text{Nombre de salariés, en moyenne sur la période}}$$

$$\text{Taux de sortie} = \frac{\text{Nombre total de sorties d'une période}}{\text{Nombre de salariés, en moyenne sur la période}}$$

$$\text{Taux de rotation} = \frac{\text{Taux d'entrée + taux de sortie}}{2}$$

Nota bene

La centralisation de la collecte des mouvements de main-d'œuvre effectuée début 2011 permet désormais un meilleur traitement des anomalies de mouvements de main-d'œuvre des établissements. Les taux d'entrée et de sortie sont mieux mesurés. Mais à un niveau de détail plus fin, cela peut engendrer des ruptures de série pour ces indicateurs entre le 4e trimestre 2010 et le 1er trimestre 2011. Par voie de conséquence, une rupture de série peut également être observée pour les séries de taux d'entrée, de taux de sortie, de taux de rotation et de part des CDD dans les embauches entre le 4e trimestre 2010 et le 1er trimestre 2011.

Pour en savoir plus

[1] Paraire X. (2011), « Les mouvements de main-d'œuvre en 2011 : une rotation élevée dans le tertiaire », *Dares Analyses* n° 071, octobre.

[2] Finot J. (2012) « L'emploi intérimaire au 2e trimestre 2012 : nouveau repli de l'intérim », *Dares Indicateurs* n° 061, septembre.

Des séries plus longues sont disponibles sur le site :
Accueil > Etudes, recherche, statistiques de la Dares > Statistiques > Emploi > Les séries statistiques

DARES ANALYSES et DARES INDICATEURS sont édités par le ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.
Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares), 39-43, quai André Citroën, 75902 Paris cedex 15.
www.travail.gouv.fr (Rubrique Études, Recherche, Statistique de la Dares)
Directeur de la publication : Antoine Magnier.
Téléphone Publications : 01.44.38.22.(60 ou 61) / Réponse à la demande : dares.communication@travail.gouv.fr
Rédactrice en chef : Marie Ruault. Secrétariat de rédaction : Evelyn Ferreira et Francine Tabaton - Maquettistes : Guy Barbut, Thierry Duret, Bruno Pezzali.
Conception graphique : Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.
Impression : Ateliers Modernes d'Impression, 19, rue Latérale, 92404 Courbevoie.
Abonnements : dares.communication@travail.gouv.fr
Dépôt légal : à parution. Numéro de commission paritaire : 3124 AD. ISSN 2109 - 4128.